

FAO - CANADA

Ensemble pour un monde libéré de la faim



Canada



Photos ©FAO Field Team

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés spécifiques, de leurs produits ou de leurs marques commerciales dans ces pages n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de la FAO.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations contenues dans cette publication. Les utilisations non commerciales seront autorisées à titre gratuit, sur demande. La reproduction pour la revente ou d'autres fins commerciales, y compris à des fins éducatives, peut entraîner des frais. Les demandes d'autorisation de reproduire ou de diffuser du matériel d'information de la FAO, et toutes les requêtes concernant les droits et licences, doivent être adressées par courrier électronique, à copyright@fao.org ou au chef de la sous division des politiques et de l'appui en matières de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie.

FAO - CANADA

Ensemble pour un monde libéré de la faim



Introduction

Le Canada est un partenaire clé de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans la lutte contre la faim. Grâce aux généreuses contributions du Gouvernement du Canada, la FAO a pu réagir rapidement aux menaces et aux situations d'urgence liées à l'agriculture à travers le monde, en aidant les agriculteurs, les pasteurs et les pêcheurs à se remettre sur pied aussi rapidement que possible, tout en travaillant dans le but d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à long terme.

Le Canada reconnaît la nécessité accrue de renforcer la sécurité alimentaire dans les pays en voie de développement. Il s'agit là de l'une des priorités thématiques qui guident son aide internationale. Les investissements du Canada aident à générer une transformation agricole, à renforcer la nutrition et à favoriser une croissance économique durable dans les pays en voie de développement.

Un vaste gamme d'activités ont fait l'objet des financements canadiens allant du soutien à la production de fourrage à usage domestique pour le marché de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, au renforcement des capacités de réponse des gouvernements aux maladies animales en passant par la formation de jeunes femmes et d'hommes au Sud-Soudan et la distribution d'outils afin de commencer une nouvelle vie dans l'agriculture,

l'élevage de bétail ou la pêche. Le Canada appuie également le développement à plus long terme, tel que le Programme spécial pour la sécurité alimentaire, favorisant les pratiques durables d'utilisation des terres et un meilleur accès à la nourriture, la santé et la nutrition, ainsi que des projets de normalisation et d'élaboration de politiques.

Ces activités, ainsi que les autres interventions telles que la reconstruction d'importantes infrastructures communautaires et l'amélioration de l'accès des femmes et des hommes aux intrants de qualité, des services et des marchés, contribuent à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés vulnérables. Elles aident aussi à renforcer leur résilience face aux futurs chocs.

Cette brochure présente les faits saillants de quelques uns des projets de la FAO et des initiatives qui ont été partiellement ou entièrement financées par le Canada. Rien qu'en 2011, le Canada a octroyé plus de 36 millions d'USD aux activités d'urgence de la FAO - en plus des 23 millions d'USD pour les projets de développement à long terme et les initiatives techniques et environ 20 millions d'USD au titre de sa contribution annuelle au budget de l'Organisation. L'appui constant du Canada aux activités la FAO souligne son ferme engagement pour un monde libéré de la faim.



Inondations au Pakistan 2010: fournir de l'aide au moment opportun et là où elle est la plus nécessaire

Les graves inondations de 2010 au Pakistan ont touché plus de 20 millions de personnes - environ 80 pour cent d'entre eux dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Au-delà des considérables dégâts agricoles estimés à 5,1 milliards d'USD, les familles rurales ont subi d'énormes pertes personnelles et risquaient de perdre beaucoup plus sans une action rapide pour maintenir en vie leurs animaux et respecter les délais serrés de plantation à peine les conditions le permettaient.

Le Canada, par le biais de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a appuyé les efforts extraordinaires de coordination déployés par le Cluster Agriculture (par la suite le Cluster Sécurité Alimentaire) - jetant les bases pour venir en aide le plus rapidement et efficacement possible aux personnes affectées, en fonction de ce dont elles avaient le plus besoin. Cette contribution a été particulièrement importante et appréciée de la communauté internationale en raison de sa rapidité - juste à temps pour la saison de plantation hivernale 2010. En outre, les fonds de l'ACDI étaient flexibles, c'est-à-dire qu'ils pouvaient être rapidement réaffectés là où les besoins étaient les plus importants.

Dans les six mois qui ont suivi les inondations, le Programme de réponse conjointe aux inondations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a contribué à restaurer les moyens de subsistance d'environ 900 000 familles, y compris par l'aide à la production d'une quantité de blé suffisante (650 000 tonnes) pour nourrir 4 millions de personnes pendant au moins six mois.

En outre, le financement de l'ACDI a été fondamental aux activités entreprises en collaboration avec la Commission de recherche sur l'espace et la haute atmosphère du Pakistan (SUPARCO) afin de produire des données et des cartes en utilisant l'imagerie et

l'analyse par satellite. Ces outils ont été essentiels à l'adaptation des options de réponse aux conditions et aux besoins sur le terrain, en fournissant des réponses à des questions fondamentales, telles que: à quelle vitesse les eaux se retirent-elles? Où sera-t-il possible de planter du blé (la principale culture vivrière de base du Pakistan)?

Ce partenariat a également permis un appui direct à la province la plus au sud du pays, Sindh, qui avait été la moins assistée en raison des difficultés d'accès et de problèmes de financement - l'eau y est restée pendant six mois empêchant dans une grande mesure la culture du blé. Le financement de l'ACDI a permis de soutenir les moyens de subsistance de 326 680 personnes (40 835 familles d'agriculteurs) dans la province.

Les rations d'aliments pour bétail ont contribué à sauvegarder les troupeaux et à les rendre productifs, environ 9 personnes sur 10 ont déclaré une augmentation jusqu'à 50 pour cent de la production laitière. Les kits de semences de riz et de légumes ont donné une deuxième chance aux agriculteurs, leur permettant de cultiver et de fournir des aliments nutritifs à leurs familles et aux marchés locaux. Les jardins potagers - gérés principalement par des femmes - ont également aidé à combler le déficit alimentaire avant la récolte du printemps, avec une production moyenne excédentaire s'élevant à 52 USD par famille.

L'ACDI a fourni 5,8 millions d'USD au Programme de réponse conjointe aux inondations de la FAO.

Le financement canadien a également appuyé l'évaluation multi-agences détaillée des moyens de subsistance en 2011, supervisée par la FAO, pour enquêter sur la façon dont les ménages touchés par les inondations de 2010 récupéraient et identifier les priorités pour une assistance future.

Sud-Soudan: s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire

Au Sud-Soudan, les conflits et la faible productivité continuent d'affaiblir la sécurité alimentaire. En 2012, près de 5 millions de personnes n'auront pas assez de nourriture pour survenir à leurs besoins. Un million d'entre eux sont confrontés à des niveaux graves d'insécurité alimentaire.

Avec le soutien de l'ACDI, la FAO et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel travaillent ensemble pour garantir aux agriculteurs et aux éleveurs du Sud-Soudan un accès aux ressources hydriques, réduire les conflits et accroître la production et les revenus. Le projet se concentre sur deux des États souffrant le plus de l'insécurité alimentaire et touchés par le conflit sévissant dans le pays: le Jonglei et le Haut Nil.

Le financement canadien sera utilisé pour construire des infrastructures de collecte des eaux (appelées localement hafirs) et aider à mettre en place des comités locaux de gestion de l'eau et des autres ressources naturelles. Cette action permettra aux éleveurs - surtout aux plus jeunes qui accompagnent les animaux dans des « camps pastoraux » - de ne pas devoir se déplacer à la recherche d'eau pour leur bétail.

Garantir aux éleveurs un accès à l'eau au sein de leurs propres communautés aidera à minimiser les conflits avec les communautés voisines au sujet de l'utilisation de l'eau pendant la saison sèche et à contribuer aux efforts de consolidation de la paix. Ce soutien est particulièrement important au vu des violences dont ont été victimes 140 000 personnes de l'État de Jonglei au début de l'année 2012, et des 70 000 personnes qui se sont réfugiées dans le Haut Nil. Grâce à une meilleure disponibilité en eau au niveau local, les agriculteurs et les éleveurs pourront y accéder sans crainte ou intimidations.

Les jeunes, en particulier les hommes, sont fortement impliqués dans ces conflits. Cette initiative, financée par l'ACDI, leur offrira des sources de revenu et des opportunités d'emploi alternatives. Dans les écoles pratiques d'agriculture et d'élevage, des jeunes hommes et femmes recevront les formations et les outils dont ils ont besoin pour se lancer dans des activités agricoles, d'élevage ou de pêche. La sécurité alimentaire dans leurs communautés sera ainsi renforcée par l'amélioration des pratiques de production et l'augmentation des rendements.

La valeur ajoutée de ces « écoles de terrain » développera les compétences des participants leur permettant ainsi d'apprendre à transformer leurs produits afin d'obtenir de meilleurs prix sur les

marchés ou pour mieux les conserver. Des formations en matière de gestion commerciale seront également dispensées, aidant les participants à créer et à gérer leurs propres entreprises.

Les femmes, qui constituent la majorité des agriculteurs de subsistance du Sud-Soudan, sont particulièrement ciblées par le projet. Leur accès aux informations et à la formation est entravé par le lourd fardeau des tâches ménagères qui leur sont imposées, et plus particulièrement lorsque d'autres membres de la famille doivent se déplacer à la recherche d'eau pour le bétail. L'accès des femmes aux marchés locaux est également limité. Les membres d'une famille sont plus enclins à rester à la maison si l'accès à l'eau leur est facilité, allégeant ainsi le travail domestique des femmes et donnant à ces dernières davantage de temps libre pour participer aux activités de développement des capacités. Elles auront également la possibilité de participer aux écoles pratiques d'agriculture et recevront le soutien dont elles ont besoin, telles que des facilités de crédit et de subvention, pour créer de petites entreprises.

Au total, environ 4 700 personnes bénéficieront de ces programmes de vulgarisation (écoles pratiques d'agriculture et d'élevage) grâce au financement canadien. Ces activités leur permettront d'augmenter leur production agricole ainsi que leur productivité ce qui est essentiel puisqu'en 2011, les agriculteurs du Sud-Soudan ont produit une quantité insuffisante de nourriture, ne répondant qu'à la moitié des besoins en céréales du pays.

L'ACDI a financé ces activités à hauteur de 15,7 millions USD.



La Cisjordanie et la bande de Gaza: construire des moyens de subsistance plus résilients

Depuis 2008, l'ACDI a été le partenaire financier de la FAO qui a le plus appuyé les communautés de la Cisjordanie et de la bande de Gaza à renforcer la sécurité alimentaire pour les générations futures. Le programme s'attaque aux principaux défis - en particulier le manque d'accès aux ressources naturelles, aux intrants agricoles et à des moyens de subsistance - empêchant les familles palestiniennes de produire suffisamment de nourriture et de générer des revenus pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Grâce à deux interventions, l'ACDI a mis l'accent, en 2011-2012, sur les familles rurales à risque de perdre leurs moyens de subsistance, tels que les animaux et les petites exploitations agricoles, le plus souvent leur seule source de revenu. Le projet avait trois objectifs: sauver, protéger et renforcer ces moyens de subsistance précaires. Une de ces interventions, qui a permis de sauvegarder les animaux, prévoyait de distribuer des rations fourragères d'urgence et d'offrir un soutien vétérinaire. Pour s'assurer que les éleveurs puissent subvenir aux besoins de leurs animaux à long terme, les fonds de l'ACDI ont également servi à augmenter la production de fourrage domestique et à améliorer la disponibilité en eau par la distribution d'arbustes et de semences tolérants à la sécheresse, ainsi que par la réparation et la construction de citernes d'eau.



Non seulement ces activités permettent de sauvegarder les actifs de production, mais elles apportent également d'importants revenus aux familles qui, auparavant, devaient acheter l'eau et les aliments pour bétail à des prix très élevés. Au-delà de la simple subsistance, cet appui permet aux petits éleveurs d'accroître leur production, leurs profits et la qualité de leurs produits ainsi que leurs chances de conserver l'accès à leurs terres. Ces activités vont de l'insémination artificielle du bétail (à l'aide de matériel génétique amélioré) pour soutenir les femmes productrices de lait à l'amélioration de la qualité, l'hygiène et la commercialisation des produits faits maison.

Plus important encore, les projets de l'ACDI accordent une place prépondérante à la parité des sexes pour s'assurer que les interventions soient axées sur les besoins, les intérêts et les contributions des hommes, femmes, filles et garçons palestiniens. Un deuxième projet réalisé en 2011/12 a appuyé spécifiquement les femmes et les jeunes - principalement ceux gravement touchés par le chômage et l'insécurité alimentaire. L'intervention a aidé les ménages vulnérables à mettre en place des fermes viables et de petite taille ainsi que des entreprises artisanales. Les jardins familiaux ou les jardins sur les toits dans les villes contribuent grandement à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des familles disposant de ressources limitées.

Un large éventail de moyens de subsistance peuvent se développer grâce aux distributions de kits agricoles et aux formations dispensées - des cultures maraîchères à la pisciculture en passant par l'élevage de petits animaux, tels que les moutons, les lapins et les poulets. Des systèmes de collecte des eaux pluviales et de traitement des eaux usées ainsi que des réseaux d'irrigation au goutte à goutte sont en cours d'installation pour augmenter la résilience face aux fréquentes pénuries d'eau. Tout au long d'une année scolaire, le projet a également sensibilisé 700 filles et garçons provenant de 22 écoles différentes aux bonnes pratiques agricoles et de vie ainsi qu'à l'entrepreneuriat. Grâce aux écoles pratiques d'apprentissage à la vie pour les jeunes développées par la FAO, ces jeunes adultes sont ainsi encadrés pour contribuer à leur propre développement économique et social, mais aussi à celui de leur communauté.

Au début de l'année 2012, les contributions de l'ACDI à des projets en cours de mise en œuvre s'élevaient à 9,9 millions d'USD. En plus des 5 620 ménages touchés en 2011-2012, les fonds de l'ACDI alloués à la FAO en mars 2012 contribueront à atteindre environ 7 000 familles vulnérables supplémentaires durant 2012-2013.



Sri Lanka: aider les communautés victimes du conflit à reconstruire leur vie

Plus de 300 000 personnes ont fui leurs maisons dans la dernière période des 26 années de guerre civile au Sri Lanka. La grande majorité étaient des agriculteurs et des pêcheurs des régions du nord et de l'est qui – après que la sécurité ait été rétablie à la mi-2009 – sont retournés sur leurs terres agricoles trouvant des infrastructures endommagées par les années de guerre, sans aucun moyens pour recommencer à produire leur propre nourriture. Dans les districts de Kilinochchi et de Mullaitivu, pratiquement toute la population s'est déplacée pour fuir le conflit; la plupart d'entre-elle a perdu tous ses biens de production, son domicile, l'accès à la terre et même des membres de sa famille.

L'ACDI appuie un large éventail d'activités essentielles afin d'aider les rapatriés et les familles des communautés d'accueil à reconstruire leurs vies et leur sécurité alimentaire dans les districts de Kilinochchi, Mullaitivu et Jaffna. Au sein du «Projet de développement agricole intégré de la région du nord», la FAO travaille en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement afin de rétablir trois sources essentielles de subsistance: l'horticulture, l'élevage et la pêche.

Le projet fournit des kits horticoles et dispense des formations à près de 7 000 familles, dont des producteurs de fruits indépendants et commerciaux. Les kits comprennent principalement des arbres fruitiers, tels que le bananier, le manguier, le goyavier, le citronnier vert, le papayer, le grenadier et l'oranger doux. La revitalisation des pépinières offrira des possibilités d'emploi à un grand nombre de personnes, tout en assurant la disponibilité de plants fruitiers de qualité pour les saisons à venir. Les petits producteurs reçoivent également un soutien dans la production de semences de légumes pour augmenter l'accès à des semences de qualité.

Le projet met également l'accent sur la production animale et sur la formation, la distribution de bovins et de chèvres à 592 et 700 ménages, respectivement. Les animaux de race généreront des revenus réguliers provenant de la vente du lait et de la viande, et joueront un rôle majeur dans le renforcement de la nutrition de la famille. Un autre aspect important du projet est l'appui d'un programme d'insémination artificielle du bétail, associant le gouvernement et les partenaires du secteur privé, afin d'améliorer la génétique du cheptel et d'augmenter la production laitière et de viande à long terme.

Avant le conflit, la pêche jouait un rôle clé dans l'économie nationale et contribuait sensiblement aux revenus et à l'équilibre de l'alimentation des communautés locales (à la fois côtières et intérieures). Pour relancer cet important secteur, le projet est en train de réhabiliter des centres de débarquement, tout en les soutenant à travers un certain nombre d'initiatives en matière de sécurité en mer, de production et de valeur ajoutée.

L'ACDI a versé un total de 4 millions d'USD.



Honduras: développer la sécurité alimentaire à long terme

L'ACDI appuie des activités améliorant la sécurité alimentaire des ménages vulnérables dans les municipalités les plus pauvres du Honduras, en favorisant leur accès à la nourriture, aux soins de santé et à une nutrition adéquate.

Grâce aux partenariats avec des organisations du secteur public, des organisations non gouvernementales nationales et internationales ainsi que le secteur privé, le Programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO vise à institutionnaliser et à intensifier les bonnes pratiques durables d'utilisation des terres.

En février 2012, le Programme Canada-FAO sur la sécurité alimentaire au Honduras avait déjà bénéficié à quelque 46 137 personnes (dont 53 pour cent de femmes), soit un total de 14 300 familles dans 29 municipalités, ce qui représentait 41 pour cent de la population rurale pauvre dans les communes sélectionnées par le programme.

Dans le cadre de ce programme, un certain nombre de bonnes pratiques en matière d'amélioration de la gestion des ressources naturelles ont été systématisées. Les principaux domaines d'activités complémentaires comprennent: l'élimination du labour en utilisant le paillage et la plantation directe avec la régénération naturelle des arbres dans les zones cultivées, les groupements d'épargne et de prêt ainsi que les coopératives rurales, l'amélioration des biens familiaux, y compris des fourneaux, des jardins potagers, ainsi que du stockage du grain et de la gestion des points d'eau.



L'appui du Canada permet d'étendre le travail de la FAO dans de nouvelles régions du pays et à d'autres activités, telles que: la santé maternelle et infantile, l'éducation nutritionnelle, la diversification agricole liée aux potentialités du marché et le renforcement de la résilience face à l'instabilité climatique, y compris les dispositifs locaux d'assurance collective.

Pour assurer la pérennité de cette initiative, un accent a été mis sur le développement des capacités des chefs communautaires et des fonctionnaires du gouvernement à tous les niveaux, qui en seront par la suite responsables. À cette fin, une formation est dispensée aux institutions gouvernementales locales afin d'intégrer les thèmes de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans leurs plans de développement. Les chefs communautaires (plus particulièrement des associations et groupements de femmes) sont formés en matière de production alimentaire et de nutrition; des ateliers et un soutien technique sont offerts par les organisations non gouvernementales et les organisations du secteur privé pour la promotion de la micro-entreprise.

Le projet prévoit également un appui technique à l'Unité technique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Bureau du Président (UTSAN), qui est chargé de superviser la situation de la sécurité alimentaire dans le pays et de veiller à ce que les actions des ministères concernés aient un impact sur les priorités stratégiques du gouvernement.

En janvier 2011, l'ACDI a contribué au Programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO à hauteur de 17,3 millions d'USD sur quatre ans, ce qui en fait l'un des plus grands programmes actuellement mis en œuvre par la FAO au Honduras.



Sénégal: travailler avec les agriculteurs pour renforcer leur sécurité alimentaire

Au Sénégal, l'un de ses pays cibles, l'ACDI appuie un projet de la FAO visant au « Renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions des Niayes et Casamance » lancé en mars 2011. Le projet, d'une durée de deux ans, vise à identifier, et par la suite mettre en œuvre, des solutions techniques pour accroître la sécurité alimentaire.

Le projet vise à renforcer les capacités techniques et organisationnelles des organisations paysannes, à soutenir la production agricole et à aider les agriculteurs à valoriser leurs produits. Les activités mises en œuvre en 2011 ont bénéficié à 1 250 agriculteurs dans les régions des Niayes et



486 en Casamance. Au total, environ 17 360 personnes ont bénéficié indirectement du projet.

Dans la région des Niayes, le projet a facilité l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles et aux terres afin qu'ils puissent cultiver des oignons, des choux, des tomates, des pommes de terre, des poivrons et du persil. Dans la région de la Casamance, l'accès aux services et aux intrants agricoles a permis aux agriculteurs d'emblaver 375 hectares; ils ont reçu plus de 100 tonnes de semences pour la dernière campagne agricole.

Enfin, dans la région des Niayes, 1 025 agriculteurs provenant de six organisations paysannes ont été formés aux techniques de production par le biais des champs-écoles-paysans (CEP). En Casamance, quatre CEP, dont la majorité des participants étaient des femmes, ont aidé à tester les meilleures pratiques agricoles pour la culture du riz et des légumes.

En 2012, le projet mettra l'accent sur le renforcement de la capacité organisationnelle des organisations paysannes par le renforcement d'un fonds renouvelable en leur sein, ce qui leur permettra d'acheter des intrants agricoles et de fournir des services à leurs membres. En outre, en 2012, le projet apportera une valeur ajoutée aux producteurs de riz en renforçant leurs capacités de commercialisation.

En 2011, l'ACDI a financé le projet à hauteur de 5,5 millions d'USD.

Le Centre de gestion des crises - santé animale: amélioration de la réponse des gouvernements face aux épidémies de maladies animales

Le Centre de gestion des crises - santé animale (CMC-AH) aide les pays menacés par des situations d'urgence liées aux maladies animales. En effet, les maladies animales transfrontières menacent le bétail et les moyens de subsistance, et certaines – telles que la grippe aviaire et le virus H1N1-2009 variante de la grippe zoonotique – ont un impact direct sur la santé humaine. Le CMC-AH effectue des missions rapides, coordonnées et stratégiques, utilisant les meilleurs experts au monde, afin d'aider les gouvernements affectés et leur permettre d'améliorer leur réponse.

Le CMC-AH, créé en 2006 avec l'appui du gouvernement du Canada, est basé au sein de la FAO. Il offre un soutien essentiel aux pays ayant à combattre d'urgence des maladies qui évoluent rapidement et qui affectent les moyens de subsistance, la santé et le commerce. Le CMC-AH fait appel à la FAO,

aux organisations des Nations Unies ainsi qu'aux autres partenaires internationaux, gouvernements et organisations non gouvernementales afin de constituer l'équipe la plus appropriée en fonction de la mission à accomplir.

Des experts de notoriété internationale provenant de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, des milieux universitaires et du secteur privé ont fait partie des équipes d'intervention au Bangladesh, au Vietnam et au Laos pour lutter contre l'anthrax, la peste des petits ruminants et la grippe hautement pathogène. Ce ne sont là que quelques uns des exemples de collaboration avec le Canada au cours des 50 missions déployées lors de ces cinq dernières années qui ont conduit le CMC-AH à se rendre au Canada afin de discuter des perspectives futures pour un partenariat encore plus étroit.

Le Système de commandement des interventions (SCI), utilisé actuellement par de nombreux pays à travers le monde pour gérer une large gamme de situations d'urgence et mettre en œuvre des mesures de réponse aux crises, a été adapté pour le



CMC-AH afin d'appliquer un certain nombre de pratiques exemplaires.

Le Centre utilise le Système mondial d'alerte précoce et de réponse pour les principales maladies animales y compris des zoonoses (GLEWS) pour suivre la prévalence et la propagation des maladies animales et planifier des déploiements potentiels en cas d'urgences zoosanitaires imminentes. GLEWS est un système conjoint qui s'appuie sur la valeur ajoutée qui réside dans la combinaison et la coordination de l'alerte et des mécanismes de réponse de la FAO, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en ce qui concerne les menaces zoosanitaires. Ceci s'effectue par le partage d'informations et l'analyse épidémiologique.

Le soutien continu du programme du Gouvernement du Canada à la plateforme SCI et aux missions en cours de déploiement s'élève à 2 millions d'USD.

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire: mieux cerner en quoi consiste l'insécurité alimentaire

Pour éradiquer la faim de façon durable, au moyen d'interventions et de politiques bien conçues et bien ciblées, il est crucial d'avoir une vision claire, fiable et communément admise de la situation de l'insécurité alimentaire. Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) est un outil permettant d'analyser et de classer la sévérité d'une situation d'insécurité alimentaire selon des standards scientifiques internationaux.

C'est aussi un forum associant les gouvernements, les agences des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et la société civile qui travaillent ensemble pour partager les informations et expertises et atteindre un consensus technique, aux niveaux national, régional et global. Le résultat est une carte communiquant à travers cinq phases, du vert au rouge selon la sévérité de l'insécurité alimentaire, une information claire et fondée sur des preuves, comparable dans le temps et l'espace.

Durant la récente crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique, l'IPC, qui est installé à la FAO, a été utilisé comme référence scientifique pour déclarer en juillet 2011 que certaines régions de la Somalie avaient sombré dans la famine. La classification de l'IPC a permis d'assurer une excellente coordination entre les partenaires, un ciblage et une action humanitaire efficaces ainsi qu'un suivi rigoureux.

Des enseignements ont été tirés de la pratique, la rigueur technique de l'outil a été renforcée, des centaines d'analystes ont été formés et l'IPC est

désormais utilisé dans près de 30 pays en Afrique, en Asie et en Amérique centrale, devenant un processus durable et autonome présidé par les gouvernements.

Grâce à l'appui du Canada, l'IPC est désormais une référence internationale pour l'analyse et la classification de la sécurité alimentaire. L'IPC a également commencé à analyser l'insécurité alimentaire chronique, pour mettre en évidence et s'attaquer aux racines de l'insécurité alimentaire, afin de rompre le cercle vicieux des urgences récurrentes et des crises prolongées.

L'ACDI a été l'un des premiers bailleurs de fonds à croire en l'IPC et à le soutenir dès ses débuts lui attribuant plus de 378 000 USD au cours d'une période d'environ quatre ans se terminant en 2011.



Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

La diversité génétique de nos cultures est le fondement même de la sécurité alimentaire. Elle est nécessaire à l'amélioration des sélections végétales, où que ce soit pour maintenir la productivité face aux ravageurs ou aux maladies en constante évolution, ou encore adapter nos cultures aux changements climatiques.

Le Traité international sur les ressources phytogénétiques est un accord international officiel. Il opère, tout comme son Secrétariat, sous les auspices de la FAO. Le Traité autorise à conserver et à utiliser les cultures qui produisent notre nourriture, et à faciliter leur accès pour la recherche, la formation et la reproduction.

Avec la sécurité alimentaire pour objectif global, le traité permet aux gouvernements, aux banques de gènes et aux centres de recherche agricole de regrouper les ressources phytogénétiques dans un système innovant qui favorise leur utilisation. À l'heure actuelle, en vertu du Traité, les pays membres et les centres internationaux de recherche agricole ont récolté et rendu disponibles plus d'1,5 millions d'échantillons de diverses cultures jouant un rôle capital pour l'alimentation et l'agriculture, telles que le riz, le blé, le maïs et la pomme de terre.

Les ressources génétiques d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) contribuent au fonds génétique grâce aux collections des banques de gènes de Saskatoon au Saskatchewan, de Harrow en Ontario, et de Fredericton au Nouveau-Brunswick. Dès juillet 2008, AAC a commencé à partager ses ressources avec le monde entier en utilisant l'Accord type de transfert de matériel.

AAC a été l'un des principaux contributeurs financiers au budget de base du Traité, octroyant ainsi plus de 600 000 USD au cours des cinq dernières années; le Ministère des affaires étrangères et du commerce international du Canada a également apporté un financement supplémentaire. En outre, le Canada a été le premier membre à effectuer un paiement volontaire au Fonds fiduciaire pour le partage des avantages du Traité à la suite de la commercialisation d'une gamme supérieure de triticales - une variété de blé.

Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures

Alors que le traité établit les règles internationales sur la façon dont les ressources génétiques peuvent être conservées et partagées, le Fonds fiduciaire mondial

pour la diversité des cultures est une organisation internationale qui vise à assurer définitivement la conservation et la disponibilité de la diversité des cultures. Ce Fonds est un élément à part entière de la structure de financement du Traité.

L'ACDI a été l'un des premiers contributeurs du Fonds et a accepté de fournir 10 millions de dollars canadiens sur une durée de 10 ans, à partir de 2003. Cet appui rapide du Canada a été essentiel pour le Fonds. Ce financement a donné des résultats spectaculaires si bien que le Fonds est aujourd'hui actif dans 90 pays et a mobilisé 220 millions d'USD de plus. «Le Canada a été un donateur modèle. Actif, fidèle, et œuvrant courageusement en faveur d'une idée ... notre travail aurait été infiniment plus difficile sans le soutien de l'ACDI », a souligné Cary Fowler, Directeur du Fonds.





Préparation et réponse aux urgences
et menaces liées à l'alimentation et l'agriculture

www.fao.org/emergencies